

rien-être commun, et nous verrions partout se dégager de la civilisation travail le majestueux rayonnement de la con-

Chose digne de méditation ! ce sont nos précautions contre la guerre qui ont amené les révolutions ! On a tout fait, on a tout dépensé contre le péril imaginaire ! On a aggravé ainsi la misère, qui était le péril réel ! On s'est fortifié contre un danger chimérique, on a tourné ses regards du côté où n'était pas le point noir ; on a vu les guerres qui ne venaient pas, et l'on n'a pas vu les révolutions qui arrivaient. (Bravo ! bravo !)

Messieurs, ne désespérons pas pourtant. Au contraire, espérons plus que jamais ! Ne nous laissons pas effrayer par des commotions momentanées, secousses nécessaires peut-être des grands enfantements. Ne soyons pas injustes pour le temps où nous vivons, ne voyons pas notre époque autrement qu'elle n'est. C'est une prodigieuse et admirable époque, après tout, et le XIX^e siècle sera dit-on le hautement, la plus grande page de l'histoire. Comme je vous le rappelle tout à l'heure, tous les progrès s'y révèlent et s'y manifestent à la fois, les uns amenant les autres : chute des animosités internationales, effacement des frontières sur la carte et des préjugés dans les cœurs, tendance à l'unité, adoucissement des mœurs, élévation du niveau de l'enseignement et abaissement du niveau des pénalités, domination des langues les plus littéraires, c'est-à-dire les plus humaines, tout se meut en même temps, étonnante politique, science, industrie, philosophie, législation et converge au même but, la création du bien-être et de la bienveillance, c'est-à-dire, et c'est la pour ma part le but auquel je tiendrais toujours : extinction de la guerre au dehors. [Applaudissements.]

Où l'ère des révolutions se ferme, l'ère des améliorations commence. Le perfectionnement des peuples quitte la forme violente pour prendre la forme paisible ; le temps est venu où la Providence va substituer à l'action désordonnée des agitateurs l'action religieuse et calme des pacificateurs.

Désormais, le but de la politique grande, de la politique vraie, le voici : faire reconnaître toutes les nationalités, restaurer l'unité historique des peuples, et rattacher cette unité à la civilisation par la paix, éclairer sans cesse le groupe civilisé, donner le bon exemple aux peuples encore barbares, substituer les arbitrages aux batailles ; enfin, et ceci résume tout, faire prononcer par la justice la dernière loi que l'ancien monde faisait prononcer par la force.

Messieurs, je le dis en terminant, et que cette pensée nous encourage, ce n'est pas d'aujourd'hui que le genre humain est en marche à sa destinée providentielle. Dans notre vieille Europe, l'Angleterre a fait le premier pas, et par son exemple séculaire elle a dit aux peuples : Vous êtes libres. La France a fait le second pas, et elle a dit aux peuples : Vous êtes souverains. Maintenant faisons le troisième pas, et tous ensemble, France, Angleterre, Belgique, Allemagne, Italie, Europe, Amérique, disons aux peuples : Vous êtes frères. [Applaudissements répétés, trois honneurs très nets et très vigoureux sont poussés par l'Assemblée. M. Victor Hugo salue.]

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL, 18 SEPTEMBRE 1849.

DIMES.

OBSERVATIONS SUR L'ECRIT SIGNÉ : UN ABOLITIONNISTE.

(Avenir du 13 septembre.)

Nous avons pour principe de nous attaquer avec franchise aux écrits que nous prétendons réfuter ; nous les analysons ou nous citons textuellement ce que nous combattons. Nos adversaires ne suivent pas, il s'en faut de beaucoup, une marche aussi loyale : ils nous accablent d'une grêle d'injures sans citer un mot de ce que nous disons, ou s'ils nous citent, c'est pour tronquer nos paroles et en atténuer ainsi toute la force. Mais cette tactique ne les accablait pas chez les citoyens bien pensants, nous en avons la certitude. Un cri d'indignation s'est élevé tout d'un coup, et les vœux des citoyens bien pensants, nous en avons la certitude. Un cri d'indignation s'est élevé tout d'un coup, et les vœux des citoyens bien pensants, nous en avons la certitude. Un cri d'indignation s'est élevé tout d'un coup, et les vœux des citoyens bien pensants, nous en avons la certitude.

Nous avons maintenant à faire quelques calmes observations sur l'écrit "d'un Abolitionniste." Nous ne prendrons point en main la foudre comme il lui plaît de l'insinuer ; nous ne voulons pour arme que la vérité. Nous protestons d'abord que notre but n'est pas de nous prononcer en faveur du mode actuel de rétribuer le prêtre, mais d'empêcher des esprits malveillants de travestir les faits et d'égarer ainsi des hommes dont la franchise devrait leur mériter des procédés plus honorables.

Voici, sommairement, le résumé de l'écrit d'un Abolitionniste : "Il a lu avec plaisir les correspondances de l'Avenir au sujet des dimes. — Le système actuel des dimes est de la plus monstrueuse iniquité. — La dime ne doit pas peser uniquement sur les agriculteurs — le ministre de la religion a le droit de percevoir un revenu exorbitant — le prêtre ne doit pas prêcher la pauvreté par parole seulement, mais doit surtout en donner l'exemple par sa manière de vivre — il doit se contenter de peu. — Il serait désirable que le prêtre fut pauvre et humble de cœur comme les apôtres ; enfin, il est question de ce dévouement et de ce désintéressement avec lequel le prêtre doit accomplir son ministère, au lieu d'être un parvenu au désir d'accumuler des richesses."

Quelles admirables maximes ! Tartuffe ne parlerait pas mieux. Aussi, il n'y a pas lieu de s'en étonner. L'écrivain déclare avoir lu avec plaisir les correspondances de l'Avenir sur la dime : il a savouré l'effronterie, le mensonge, la haine aveugle que nous avons signalée dans ces correspondances ; d'un cœur si bien disposé devait couler à flots pressés les maximes toutes célestes que nous venons d'entendre.

Sérieusement parlant, abolitionniste, vous êtes inattaquable, surtout lorsque vous prétendez ramener le prêtre à la pauvreté et à l'humilité de cœur qui régnaient au temps des Apôtres. Qui ne serait de votre avis ? La période apostolique fut admirable : les simples fidèles étaient si fervents, qu'ils vendirent leurs biens et en apportèrent le prix aux pieds des apôtres. Voulez-vous

que la réforme aillât jusqu'à ce point ? Prenez-y garde, et ne taillez pas plus de besogne qu'il vous en survient en achever. Quand on parle sans cesse de ramener l'Eglise à son âge d'or, il faut du moins s'en tenir sa propre conduite et la comparer avec ces heureux temps où tous n'avaient qu'un cœur et qu'une âme, où les mœurs étaient si pures, où la haine, le libelle, le matérialisme, l'irreligion, l'égoïsme, l'amour des places, la soif de l'or et cent autres hideuses plaies des hommes du XIX^e siècle étaient encore parfaitement inconnues. Mais, quand vous parlez de ramener une seule classe de citoyens aux usages apostoliques, tandis que le reste de la société aura des idées incompatibles avec ces usages, vos observations ne dénotent pas un esprit sain, mais dévoilent au contraire des préjugés aveugles et méprisables. — Si vous aviez voulu consulter impartialement l'histoire, vous y auriez lu que la dime fut établie par nécessité dans l'église, et précisément parce que les fidèles, n'ayant plus la ferveur primitive, étaient bien éloignés d'apporter leurs biens au pied des successeurs des apôtres, mais au contraire négligeaient le soin de les faire subsister. Nous sommes donc forcés de vous dire que vos maximes sentent la malveillante déclamation. Nous ne pouvons pas non plus être de votre avis lorsque vous prononcez cette sentence évidemment exagérée : "la dime actuelle est la plus monstrueuse iniquité."

Nous ne nions pas que ce fardeau ne pèse pas avec une parfaite égalité sur tous les chefs de famille ; cependant vous n'êtes pas dans le vrai quand vous parlez avec des termes si énergiques de l'iniquité de la dime. Si vous aviez lu impartialement l'extrait de la correspondance que nous citâmes dans notre feuille du 4 courant, vous auriez appris à penser plus justement sur le sujet que vous traitez. Nous ajoutons que, de fait, presque tous les Canadiens nisés paient la dime, parce que généralement ils possèdent des biens fonds, soit qu'ils soient des hommes de profession ou des artisans. — Enfin, depuis longtemps le clergé comprend et dit bien haut que ceux qui ne rétribuent pas autrement le prêtre (dans les villages, par exemple), devraient se cotiser pour l'entretien des vicaires. Le clergé a les mêmes idées pour ce qui regarde la construction ou la réparation des édifices du culte &c., et ces idées prévalent déjà et sont mises en pratique. Du reste, le clergé sympathise profondément avec la classe agricole, et cette classe, qui compose presque exclusivement la nation, connaît cette sympathie. Elle voit ses prêtres mourir pour elle, quand il le faut : elle voit leur bienveillance et leurs œuvres d'humanité de tous les jours ; elle voit les établissements de charité ou d'éducation dont ils couvrent le sol de leur pays ; elle voit leurs sacrifices et leurs exemples pour la réforme des vices qui peuvent rôtir l'élan d'un peuple et le faire dégénérer de la noblesse primitive de ses sentiments nationaux. Les prêtres canadiens sont les enfants de la classe agricole presque sans exception, ils n'ont pas besoin pour nourrir l'affection la plus franche et la plus cordiale envers cette classe, d'y être stimulés par les écrits d'individus qui laissent à douter si le cœur n'est pas si blâmé et si enroulé chez eux qu'ils ne puissent plus aimer, mais seulement feindre d'aimer afin de parvenir à leur but intéressé et égoïste. — Mais, en même temps, les principes dénoncés et d'honneur défendent au clergé d'imiter la conduite des habiles des chercheurs de places, des quêteurs d'influence, qui s'aplatissent sous les pas des vicaires pour les faire servir ensuite à leur agrandissement. Ces gens-là ont pas honte de soulever la surface de la société cette lie, cette fange de l'humanité que tout honnête citoyen doit désirer voir se précipiter aux plus basses régions. Non, jamais le clergé ne fera comme ces gens-là qui disent à leurs dupes : "Voyez comme nous nous aimons ; voyez notre dévouement." Pour nous, nous lirons à nos compatriotes : "Défiez-vous de ces zélateurs ; ce sont des hommes de cette trempe qui ont bouleversé l'Europe depuis 60 ans, et ont arraché la religion du cœur des peuples. Dites-nous si vous voulez voir le souffle glacé de l'irreligion désoler notre sol natal ? En ce cas, écoutez ces nouveaux docteurs, façonnés à l'instar de leurs devanciers. De fils du Christ, ils feront de vous des fils de Voltaire."

Après le préambule que nous avons cité plus haut, l'abolitionniste entre dans la question avec des chiffres. Il examine le recensement de 1844 et il trouve que le total des grains (céréales) se monte pour cette année à 11,445,727 minots en blé, pois, avoine, orge, seigle, maïs ou blé d'Inde et sarrasin. Partageant cette récolte entre 700,000 habitants, il conclut que chaque individu avait pour sa part 16 1/2 minots. Tandis que divisant 403,535 minots qui composent la 26^e partie de la récolte totale, déduction faite du douzième, à cause de la population protestante, l'abolitionniste trouve que chacun des 255 prêtres qui desservent alors les paroisses dut recevoir 1614 minots de grains à part du casuel, etc. Et il termine en disant, n'est-ce pas là un amer sarcasme à la pauvreté du pays ?

Mais voyons un peu si le sarcasme est vraiment aussi amer qu'il le dit. Selon les calculs mêmes d'abolitionniste, chaque individu catholique, en 1844, dut donner pour le soutien du clergé la 26^e partie de 16 minot de grains — combien cela fait-il par tête — si l'on considère surtout que parmi ces grains, la plupart n'ont qu'une bien petite valeur ?

Maintenant, observez lecteurs, que chaque curé ne doit pas être comparé à chaque individu seulement, comme le fait l'abolitionniste, mais à chaque chef de maison, et à chaque chef de maison tenue sur un pied analogue à l'état social du clergé. C'est une ruse bien peu honnête que de faire passer le revenu de chaque curé, obligé de faire les dépenses de la tenue d'une maison, avec la part de récolte de chacun des individus qui composent la population ; car, ces individus réunissent en commun leur revenu pour défrayer une dépense que les convenances d'état rendent plus considérable par les curés que pour la presque totalité des chefs de maison ordinaire. Abolitionniste veut faire passer inaperçue sa petite fraude, il veut jeter de la poudre aux yeux. Dans une question aussi grave que celle qu'il traite, il faudrait au moins apporter de la franchise. Et puis, que font un revenu réel des curés les calculs mathématiques de l'écrivain ? Ce n'est pas sur des calculs abstraits qu'il doit juger de ce revenu, mais bien sur ce que chaque prêtre a réellement reçu. Dire que dans les années de plus grande stérilité, chaque curé a reçu 1614 minots de grains, c'est une fausseté qui ne manquera pas d'attirer de toutes les parties du pays les plus fortes réclamations.

Cependant, c'est sur de pareilles données que "Un Abolitionniste" base ensuite ses obligations et ses gracieuses semonces. Ecoutez bien, Messieurs les Curés,

c'est l'écrivain qui parle : "Et cependant, dit-il, les classes privilégiées n'ont pas ralenti leur luxe et leur orgueil. — Le peuple a en un surcroît d'impôts ajoutés à la dime. — On a vu des habitants qui avec de nombreuses familles, n'ayant pas assez de grains pour vivre, consumaient la quantité de grains qu'ils devaient payer en dime au curé, et qui, ensuite devant bon gré mal gré s'acquitter de cette dette sacrée, étaient obligés de donner au curé les grains qu'ils avaient mis à part pour ensemencher leurs terres au printemps. On a vu même des prêtres trafiquer sur la pauvreté du cultivateur qui ne pouvait pas payer sa dime au temps requis, et qui pour éviter d'être poursuivi, consentait à son curé une obligation pour le double de ce qu'il lui devait, payable en six mois ou un an."

Voilà le langage révoltant des correspondants inconnus du journal l'Avenir. Ces individus n'ont pas à rougir devant le public de leurs écrits empoisonnés, pleins de fiel, de calomnie et d'odieuses représentations : ils cachent dans l'ombre leurs fronts, imitant le serpent qui se cache pour mordre. Ils représentent les prêtres continuant leur luxe, tandis que les agriculteurs étaient si pauvres. Et comment donc, messieurs, le clergé put-il agir ainsi, puisqu'il est rétribué à raison du revenu du contribuable. Si le cultivateur n'a rien, il n'a rien à payer ; s'il a peu, il paie peu ; s'il a beaucoup, il donne selon sa richesse. Que veut donc dire les hypocrites Jérémias de l'Abolitionnisme ? Le clergé subit le sort du peuple, et les phases de l'abondance comme de la disette affectent le prêtre comme le cultivateur. Qu'y a-t-il donc de si odieux, de si barbare en cela ? Ce serait bien autre chose si à la dime actuelle on substituait un impôt fixe. La classe agricole serait tenue de payer l'impôt, qu'elle eût bonne récolte ou non. On va nous répondre : Oh ! la rétribution du prêtre serait considérablement réduite. — Elle le serait pour un petit nombre peut-être, pour d'autres elle serait augmentée. L'agriculteur, doit bien remarquer que la soustraction du revenu des Curés ne tomberait pas dans sa poche, mais bien dans celle de ces habiles qui ont si peu décerné aujourd'hui. Il faudrait nommer un grand nombre d'employés pour percevoir l'impôt, et chaque employé absorberait pour ses honoraires plus que la différence supposée. L'agriculteur aurait donc plus à perdre qu'à gagner dans un changement. Quelle est aujourd'hui la classe qui profite d'avantage de l'absence ou du surplus de quelques Curés, si ce n'est la classe agricole ? L'excédent du revenu de la dime n'est-il pas consacré à des fondations et autres œuvres qui sont dans ses intérêts ? Ce sont les enfants de cette classe qui sont invariablement destinés pour les objets de la bienfaisance des Curés. Nous savons que des recherches se font sur les avantages que le peuple canadien a retirés et retirera tous les jours du noble emploi de l'excédent du revenu du clergé. Nous produirons ces considérations plus tard, quand quelque labeur généreux nous aura devancés. Pour aujourd'hui nous terminons nos observations en protestant à la face de tout le pays contre les insinuations de dureté et de condescendance portées contre le clergé par "Un Abolitionniste." L'humanité, la donc, avec laquelle le clergé canadien, généralement parlant, exige ses droits, est trop connue et trop avouée pour que l'insinuation du contraire puisse être faite par un citoyen respectable.

NOUVELLES D'EUROPE.

REVUE DE LA SEMAINE.

(Traduit du Tablet du 25 août.)

A Paris l'attention publique paraît bien absorbée par le Congrès de la Paix, dont la présidence a été médiocrement l'acceptation des principaux célébrités de cette capitale. L'Archevêque de Paris et M. De Falloux l'ont sagement déclinée, et M. Coquerel, ministre protestant bien connu, en a fait autant. Il n'est pas possible de mépriser tout à fait un mouvement qui attire, pour le second, des hommes d'au-delà de l'Atlantique et des contrées reculées de l'intérieur de l'Amérique, et pour lequel de grand honneur on dit moins des hommes très distingués, ici et dans d'autres parties du continent Européen, s'intéressent jusqu'à l'enthousiasme ou la folie ; mais en somme nous ne pouvons le regarder que comme défectueux (ratté). Le principe sur lequel il est basé n'est qu'un appel à la haine, sur lequel substitution d'une mauvaise passion à une autre — c'est le loup de l'avarice au lieu du lion de la colère, selon la belle parabole du Dante. Son principe sacré est la philanthropie, sentiment tout naturel, tout à fait différent de l'amour romantique qui dicte, par exemple, la trêve de Dieu et autres saints usages d'un âge catholique. De tels principes d'action — un puissant, quoiqu'il ne soit pas de beaucoup le plus puissant de notre nation, l'autre comparativement faible — seront assez efficaces pour être mis en action dans un temps destitué de grands événements ; mais lorsque les hommes en viennent au conflit réel des intérêts puissants ; lorsque surviennent ces solennels événements que les siècles voient se succéder, gouvernés par une providence que les connaissances et les systèmes de l'esprit humain ne sauraient contrôler, nous appréhendons qu'un "Congrès de la paix" — avec cinquante Cobdens voyant comme ses émissaires, ne soient pas d'une grande utilité pour refondre le torrent. — Ils ont assurément choisi un bon moment pour visiter Paris. L'état de siège vient d'être levé.

Les nouvelles de Hongrie sont importantes et probablement décisives. La nouvelle la plus importante de Rome est celle de l'incendie d'une partie du collège Romain. On suppose que ce désastre est l'œuvre d'un incendiaire. Le Pape est toujours à Gaète, et c'est une rumeur dominante que l'on fait constamment des tentatives pour ébranler sa ferme résolution de ne rien faire d'incompatible avec sa dignité ou sa charge. Nous regrettons de lire dans un papier (le Daily News) que sa Sainteté a dernièrement souffert d'une indisposition.

Nous avons enregistré, dans la mort de Mehmet Ali, un événement d'un intérêt historique considérable. Ce Prince était mort politiquement depuis un certain temps ; mais ce fut à la même, à présent que sa mort a réellement eu lieu, semble la rendre plus regrettable à son peuple qu'elle n'eût été il y a un an. Il a certainement relevé ses domaines barbares, mais pas au point de les placer à un degré de civilisation d'où ils ne puissent rétrograder. Il a plutôt fait sentir à l'Égypte la présence d'une forte volonté et de son intelligence éclairée qu'il ne lui a donné une vitalité politique et civile qui pût subsister longtemps après son éloignement.

Le Giornale di Roma nie qu'un gouvernement entièrement ecclésiastique doive être établi à Rome, et rappelle à ses lecteurs que sous l'ancien régime la plus grande partie des employés étaient des séculiers. Il observe aussi que sur les trois ministres nommés, un seul est un prêtre, et que si trois autres prélats ont été nommés commissaires pontificaux dans les Légations, les Marches, et le Patrimoine, des administrateurs laïcs seront sans aucun doute nommés pour le plus grand nombre des quinze provinces qui leur sont soumises.

La Presse annonce qu'une note diplomatique a été expédiée à Gaète par le gouvernement Français, dans laquelle il déclare au Pape que le général Oudinot a outrepassé ses instructions en transmettant à la commission des cardinaux les plénipouvoirs dont il était investi, et particulièrement en ayant l'air de légaliser par son silence tout ce que la commission avait accompli depuis son installation. La note ajoute que le Gouvernement Français sent qu'il est de son devoir d'informer Sa Sainteté que de ce moment la France et ses représentants à Rome se réservent le dernier mot dans tous les actes du gouvernement papal, et que dans le cas où le Pape, ses consuls ou aucune d's puissances intervenantes s'opposeraient à cette décision, les représentants de la France ont ordre de ne faire aucune attention à leurs protestations, et d'en appeler, s'il le faut, à l'armée, d'occupation pour faire respecter les justes droits du gouvernement français.

CORRESPONDANCE DU COURIER DES ÉTATS-UNIS.

Paris, 23 août 1849.

Une dépêche télégraphique, reçue avant-hier soir à Paris, et annonçant la soumission complète des Hongrois, produisit une sensation indicible, non-seulement par ce que cette nouvelle avait d'importance politique, mais encore par ce qu'elle avait de soudaineté inappréhensible. D'après cette dépêche, c'était le général Gorgy qui avait pris cette grave détermination, en présence d'échecs subis par Kossuth et Bem, à la suite desquels il avait été nommé lui-même dictateur. Une lettre particulière, reçue en même temps que la dépêche télégraphique, et qui est assez difficile à comprendre, ajoutait que Gorgy n'avait consenti à mettre bas les armes que devant les vaines tentatives faites par Kossuth pour continuer la lutte à outrance plutôt qu'à se rendre aux Autrichiens. Le maréchal Paskewitch avait accordé des conditions honorables à cette glorieuse armée magyare. Les journaux de Vienne et de Berlin regrettent, ont condamné la soumission de Gorgy, mais avec des variantes importantes, dont l'opinion publique a aussitôt tiré des conséquences diverses. La dépêche publiée à Paris vint de Varsovie, et dit que la capitulation de Gorgy avait eu lieu à Arad. Les dépêches autrichiennes, publiées le même jour à Vienne et à Berlin, disent que c'est dans la contrée de Villagos, La dépêche autrichienne annonce que Gorgy a déposé les armes avec ses 30 à 40 mille hommes, sans condition, à midi ; mais cette dépêche, traversée par le général Haynau, ne dit pas qu'il eût été le général Paskewitch que Gorgy s'est rendu, et ne parle pas de la dictature dont il aurait été investi. Ce ne serait donc plus le chef de la Hongrie qui aurait traité au nom du pays entier, mais un simple général qui aurait capitulé avec son corps d'armée. La lettre explicative de la dépêche russe annonçait que le général Luders avait détruit complètement l'armée de Bem, près d'Hermannstadt. Or, ce fait se trouve implicitement contredit par un bulletin fort étendu du général Haynau, relatant une victoire qu'il a remportée sous les murs de Temeswar, débloquée par lui. D'après ce bulletin, Bem, arrivé récemment de Temeswar, avec de nombreux soldats, avait pris le commandement supérieur de l'armée hongroise qui bloquait Temeswar.

Dans l'intérêt de l'humanité et de la Hongrie elle-même, on doit donc désirer la fin de cette lutte inégale, qui, si elle s'étend prolongée, est une source de malheur à l'ennemi de plus, la Prusse, à laquelle l'Empereur Nicolas avait déjà fait appel. Le voyage du prince de Schwarzenberg à Varsovie avait eu pour but cette coopération de l'armée prussienne dans une guerre qui était essai la sûreté de tous les trônes d'Allemagne. Aussi, le Hanovre et la Bavière devaient-ils fournir leur contingent dans cette démonstration. Notre ambassadeur, le général Lamoricière, n'avait pu recevoir sans une certaine émotion les bruits qui se raient au sujet de cette véritable coalition, dont on comprend toute la gravité. On assure que, lors de sa première entrevue avec l'Empereur de Russie, l'ambassadeur français avait abordé ce sujet. Il aurait dit qu'en face d'un déplacement de force si considérable, les puissances européennes, la France surtout, avaient le droit de concevoir quelques appréhensions quant à l'avenir. D'après une correspondance qui paraît bien informée, le czar avait déclaré avec beaucoup de netteté que, ni dans le présent, ni dans l'avenir, il ne pouvait être question de coalition contre la France, ou d'augmentations de territoire. "Ce sont là, aurait-il dit, des bruits de journaux qui n'ont aucune valeur. Je veux la paix, mais je veux, avant tout, la soumission absolue des Magyars. Il s'agit d'arrêter un bouleversement social, et, pour arriver à ce but, j'emploierai mes forces, mes armes, tout, tout !"

Si la cause des Hongrois n'avait été fatalement liée à ce bouleversement social, entrevu par Nicolas, et révé par des utopistes insensés, il n'y aurait eu partout que sympathie pour ce peuple héroïque, et imitant si glorieusement pour la cause de son indépendance. Ce sentiment d'intérêt eût même été si puissant, si général, en France comme en Angleterre et aux États-Unis, qu'une intervention de ces puissances eût été devenue inévitable. Mais les anarchistes ont compromis cette noble cause ; lorsqu'on a le feu chez soi, on ne peut porter secours à son voisin. Que de magnifiques efforts ont été ainsi perdus par les excès des passions démocratiques ! Que de ruines ont été entassées depuis un an ; que d'argent dépensé, que de sang répandu ! Et, après toutes ces ruines, voilà le monde européen revenu à peu près au point d'où il était parti ! Des révolutions ont eu lieu successivement à Paris, à Milan, à Vienne, à Berlin, en Hongrie, en Sicile, en Toscane, à Rome, à Bade, à Venise ; ces révolutions n'ont produit partout que la guerre civile ou la guerre étrangère, que infortunes et désastres. Jamais la discordance, la jalousie n'ont été plus grandes en France, en Italie, et surtout en Allemagne, que depuis le jour où l'on a proclamé le règne de la fraternité et de l'unité. C'est là le résultat inévitable de toutes les exagérations. Qui veut trop n'a rien.

Quoi qu'on en dise, révolution n'est point synonyme de progrès, mais de désordre, et tout désordre est funil à la cause de la civilisation. Il n'y a de progrès durable et heureux que par la paix et la modération.